

Contexte et origines de la Première Guerre mondiale

Yves Dispa

Le Congrès de Vienne

Les vainqueurs de la France de Napoléon I^{er}, au Congrès de Vienne de 1815, croient résoudre les problèmes du XVIII^e siècle, mais créent ceux qui vont agiter les XIX^e et XX^e siècles.

Le XIX^e siècle est celui de l'émergence du nationalisme, de la formation des États-Nations et des libertés politiques.

En Europe occidentale, les pays qui n'ont pas encore de régime parlementaire l'adopteront entre 1830 et 1871. La France connaît un essai de monarchie constitutionnelle en 1830, qui sera surnommée la Monarchie de Juillet, et adoptera le suffrage universel en 1848.



Eugène Delacroix, *La Liberté guidant le peuple*, 1831

La naissance de l'État belge

Le Congrès de Vienne de 1815 décide de l'annexion des territoires « belges » au Royaume des Pays-Bas. Au fur et à mesure des années, les sujets de mécontentement des Belges face à leur nouveau souverain, Guillaume I^{er}, s'accumulent. À la suite de la représentation de *La Muette de Portici* (opéra exaltant le sentiment patriotique et la liberté), le 25 août 1830, les Bruxellois se révoltent contre leur souverain. Ils sont rapidement suivis par d'autres villes belges qui enverront des volontaires au secours des Bruxellois, notamment les Liégeois conduits par Charles Rogier. Les combats victorieux du 24 au 27 septembre amènent les Belges à proclamer leur indépendance le 4 octobre.¹

Le mois suivant, les Polonais se révoltent contre les Russes. Une série de batailles sanglantes écrasent l'armée polonaise.

Après plusieurs mois de négociations à Londres (en 1830-1831), la France, le Royaume-Uni, la Russie, la Prusse et l'Autriche reconnaissent l'indépendance de la Belgique. Il faudra encore 87 ans à la Pologne (écrasée ci-contre par l'ours russe) pour recouvrer enfin son indépendance perdue au XVIII^e siècle.

Le traité des XVIII articles, assez favorable à la Belgique, est remplacé par celui des XXIV articles à la suite de la désastreuse campagne des 10 jours d'août 1831 (tentative de Guillaume I^{er} des Pays-Bas de mettre fin à l'indépendance belge). Il établit surtout le partage du Limbourg et du Luxembourg. La Belgique le ratifie le 15 novembre 1831, mais le roi Guillaume ne le fera que le 19 avril 1839.



La Conférence de Londres vue en 1832 par le caricaturiste Honoré Daumier. Les lithographies satiriques zoomorphes sont très nombreuses au XIX^e siècle. Celle-ci a connu de nombreuses variantes².

¹ DEMOULIN Robert, *La Révolution de 1830, Bruxelles*, La Renaissance du Livre, 1950.

² *Exposition de dessins satiriques de l'époque de la Révolution de 1830*, Bruxelles, Chambre des Représentants, 2005.



La neutralité belge

Les puissances européennes sont soucieuses que ce nouvel État qu'elles sont prêtes à reconnaître ne vienne pas perturber l'équilibre qu'elles ont eu tant de mal à construire puis à maintenir. Le Royaume-Uni ne tient pas du tout à ce que les sympathies politiques qui existent entre la Belgique et la France conduisent à une alliance militaire qui renforcerait cette dernière.

Ainsi, dans le Protocole de Londres du 20 janvier 1831 et dans les traités de 1831 et de 1839, les puissances européennes décident que « la Belgique formera un État perpétuellement neutre. Les cinq puissances lui garantissent cette neutralité perpétuelle, ainsi que l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans les limites mentionnées ci-dessus. [...] Par une juste réciprocité, la Belgique sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États, et de ne porter aucune atteinte à leur tranquillité intérieure ni extérieure. »³

Le monarque constitutionnel que les Belges se choisissent est un prince allemand, Léopold, résidant en Angleterre et veuf d'une princesse qui aurait dû devenir reine du Royaume-Uni. Il se marie dès 1832 à la fille de Louis-Philippe, roi des Français.

Cette neutralité imposée – mais garantie – permettra à la Belgique de connaître 73 ans de paix.

Les mariages du prince héritier Léopold (1853) avec Marie-Henriette de Habsbourg-Lorraine, de Charlotte (1857) avec Maximilien d'Autriche, de Stéphanie (1881) avec Rodolphe, fils aîné de l'empereur d'Autriche-Hongrie, du prince héritier Albert (1900) avec la princesse Élisabeth de Bavière ancrent la famille royale belge dans les grandes dynasties autrichienne et allemande.

Ces mariages arrangés, voulus pour se rapprocher de grands États et ainsi contourner la neutralité imposée en 1831, n'auront aucune incidence : en août 1914, l'Allemagne envahira la Belgique et l'Autriche-Hongrie ne fera rien pour l'en dissuader.

Une paix inquiète

Entre 1848 et 1870, ce n'est pas à la frontière orientale belge que le danger règne mais bien au sud. En 1848, après l'effondrement de la Monarchie de Juillet, la France a des visées annexionnistes sur la Belgique.

En 1870, la Prusse écrase la France. Son roi, Guillaume, se fait proclamer Kaiser par les princes allemands à Versailles en 1871. A partir des années 1880, la menace française est remplacée par la crainte que le territoire belge ne serve de champs de batailles à ses deux voisins. La fortification de Metz, devenue allemande, et celle autour de Nancy, en France, imposent de plus en plus le recours au « raccourci belge » pour contourner ces fortifications et atteindre leur région industrielle respective. En 1880, l'État belge va entamer la construction d'une ligne de fortifications.⁴

A partir de 1887, il importe à la Belgique d'empêcher d'éventuels belligérants d'emprunter la vallée de la Meuse en fortifiant Namur – face à la France – et Liège – face à l'Allemagne, ce qu'Auguste Beernaert, chef du gouvernement belge, symbolisera par la formule « fermer les deux portes et tirer les verrous ».

Le nationalisme du XIX^e siècle

La Belgique a donc connu une révolution nationale et libérale.

Cependant, les grands empires plurinationaux, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie, qui dominent l'Europe continentale sont des régimes autoritaires à peine corrigés à Berlin, Vienne et Budapest par le parlementarisme.

Le sentiment national des peuples qu'ils dominent s'accroît : l'appartenance à un même groupe ethnique et la pratique d'une même langue ou d'une même religion renforcent la cohésion. Ces peuples veulent davantage de droits, d'autonomie, voire l'indépendance. Les mouvements nationaux centrifuges ou centripètes des Italiens, des Polonais, des Tchèques et des peuples balkaniques – Roumains, Serbes et Bulgares – feront l'histoire de ce siècle.

Ce sentiment national se traduit dans tous les domaines de l'activité humaine : la codification de la langue, la littérature, la peinture, la musique, l'architecture, l'interprétation nationaliste de l'histoire, etc.

De plus, les individus sont prêts à donner ce qu'ils ont de plus cher : leur vie. Aussi, ce concept conduira au nationalisme – car pour eux la nation est plus importante que tout – voire au terrorisme pour éliminer les autorités hostiles à leur aspiration.

La grandeur de l'État

La domination sur d'autres peuples est le credo de tous ceux qui estiment que la puissance d'un État va de pair avec sa grandeur territoriale.

Mais, sur ce dernier point, les démocraties que sont la France ou le Royaume-Uni ont la même idéologie si ce n'est que les territoires qu'elles convoitent sont généralement outre-mer.

³ « Traité de Londres, 1839 », in UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN, Site de la *Digitèque de matériaux juridiques et politiques*, [en ligne], <http://mjp.univ-perp.fr/constit/be1839.htm> (Page consultée le 30/05/2014).

⁴ Voir les encadrés sur les fortifications belges et le fort de Loncin dans le chapitre sur l'invasion.

Ainsi, pour tous les pays européens du XIX^e siècle, la force de l'État, la permanence de son existence, réside dans sa surface territoriale. En effet, un territoire est source de richesses, tels les produits agricoles vivriers, le minerai de fer, le charbon, le cuivre et, plus tard, le pétrole.

Avec ces matières premières que sont le fer et le charbon, le pays produit de l'acier, ce qui lui permet d'armer au maximum ses forces de terre et de mer, moyens de défense et de conquêtes. Acheter ces produits à d'autres pays le fait dépendre de ces derniers ; ainsi la seule façon d'acquérir ces richesses est d'en disposer à l'intérieur de sa surface territoriale.

D'autre part, en cas de surplus, il est difficile au XIX^e siècle de vendre sa production à l'extérieur dans la mesure où beaucoup de pays ferment leurs frontières aux produits étrangers. Le protectionnisme est donc également source de conflits puisque, pour écouler sa production, un pays a intérêt à disposer d'un large domaine où il n'aura pas de concurrent.

Pour toutes ces raisons, l'État veut continuer à contrôler les territoires qu'il a gagnés dans les guerres précédentes et surtout en acquérir de nouveaux à ses frontières ou en outre-mer.

La colonisation

Au XIX^e siècle, la plupart des États européens se lancent dans une nouvelle vague de colonisation. Leur but est d'acquérir des sources de matières premières (cuivre, caoutchouc, etc.), de jalonner les routes maritimes des empires qu'ils possèdent déjà, d'établir des axes terrestres transcontinentaux. Parfois, il peut s'agir de simples questions de prestige.

Le cas belge

En 1878, Léopold II, roi des Belges, engage l'explorateur Stanley et lui donne mission de s'installer en son nom dans le bassin du Congo.

En 1885, la Conférence internationale de Berlin reconnaît Léopold en tant que Chef de l'État indépendant du Congo (qui fait 78 fois la superficie de la Belgique).

L'administration mise en place par Léopold force les indigènes à récolter du caoutchouc. Ceux qui résistent sont tués ou soumis à des sévices divers.

Des témoignages et des commissions d'enquête étrangères ou belges se multiplient de 1895 à 1905.

En 1908, Léopold II donne son État à la Belgique.

Cette immense colonie, riche et potentiellement très riche, attise les convoitises d'autres pays européens.



Dessin du journal satirique *L'Assiette au beurre*, juin 1908

Le Maroc entre la France et l'Allemagne

La France est installée en Algérie depuis 1830 et a acquis durant le XIX^e siècle un immense empire colonial en Afrique et en Asie.

Malgré la force des puissances européennes, le Maroc a réussi à conserver son indépendance.

A partir de 1905, l'Allemagne et la France sont en concurrence pour s'approprier le royaume chérifien.

En 1911, l'Allemagne est prête à entrer en guerre mais la France, soutenue par le Royaume-Uni, fait triompher sa politique et s'installe au Maroc à partir de 1912.

« On peut donc espérer, lit-on alors dans *Le Petit Journal* (quotidien populaire à l'important tirage de 800 000 exemplaires), que ce pays dont les richesses ont été jusqu'ici à peine exploitées s'ouvrira enfin à la civilisation, se développera dans la paix sous l'égide de la France, et deviendra pour nous une seconde Algérie. »⁵

Le ressentiment allemand contre les deux pays de l'Entente cordiale est important.



L'iconographie des revues françaises est précieuse pour comprendre les messages que le pouvoir veut faire passer (par exemple *Le Petit Journal*, dont voici la couverture du supplément illustré du 19 novembre 1911) ou les critiques qu'il subit (*L'Assiette au beurre*)

⁵ *Le Petit Journal. Supplément illustré*, n°1096 (19 novembre 1911), p. 2.

Les deux orphelines



Jean-Joseph Weerts, *France !! ou l'Alsace et la Lorraine désespérées*, 1906

Depuis sa défaite contre l'Allemagne en 1871, la France a une politique dont un des leitmotivs principaux est de récupérer ses deux provinces perdues : l'Alsace et la Lorraine.

Elle attend le bon moment pour engager un nouveau conflit pour récupérer les « deux orphelines ».

Les alliances

À la suite d'une série de conflits victorieux entre 1848 et 1870, l'Empire allemand et le Royaume d'Italie sont les deux derniers États-Nations à s'être constitués. Ils sont cependant arrivés trop tard dans la course aux colonies : les territoires les plus intéressants sont déjà pris et ils doivent se contenter de ce dont personne n'a voulu, la Namibie par exemple. Italiens et Allemands ne pourraient donc acquérir de précieux réservoirs de richesses qu'à l'issue de guerres contre des rivaux européens ou des états indépendants d'outre-mer.

Pour toutes ces raisons, les États cherchent des alliés pour le prochain conflit : des accords bilatéraux entre trois pays, la France, la Russie et l'Angleterre – appelée a posteriori Triple Entente – se concluent dans les années 1892-1904. La Triplice (Triple Alliance nouée entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie) naît en partie des frustrations italiennes, tout comme l'Entente cordiale entre Londres et Paris qui ne s'établit qu'après le règlement de leurs litiges coloniaux en Afrique et en Asie.

L'alliance franco-russe

« Jusqu'à ce que la France ne trouve des alliés, nous n'avons pas à la craindre », disait le chancelier Bismarck, artisan de la victoire allemande de 1870 sur la France.



Cette couverture du supplément illustré du *Petit Journal* du 12 septembre 1897 représente la rencontre du président français Félix Faure et du tsar Nicolas II

Ainsi, en cas de conflit avec l'Allemagne, la France peut se rassurer car elle ne supporterait pas seule le poids des armées du Kaiser. L'objectif pour la France est clairement de récupérer l'Alsace et la Lorraine ; quant à la Russie, elle veut détruire les influences allemande et austro-hongroise dans les Balkans.

Les visites du tsar Nicolas II en France et des dirigeants politiques français en Russie manifestent cette nouvelle amitié si particulière entre une monarchie absolue et une démocratie parlementaire.

⁶ FRANCE. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *L'alliance franco-russe : origines de l'alliance, 1890-1893, convention militaire, 1892-1899, et convention navale, 1912*, Paris, Imprimerie nationale, 1918.

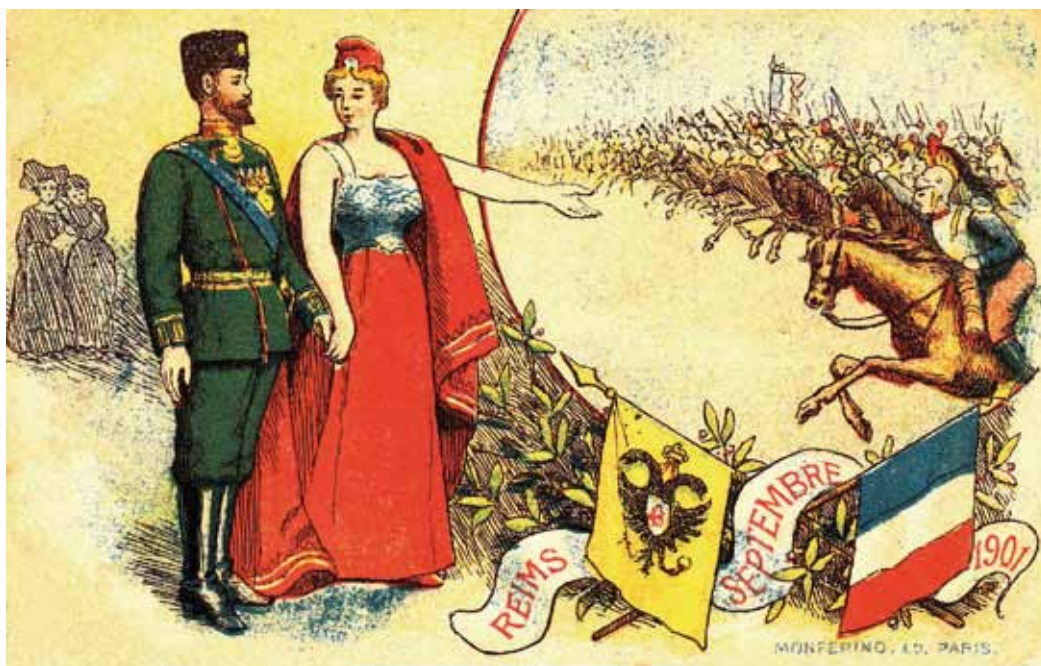
Afin de sortir de son isolement diplomatique et militaire, la République française s'allie à la Russie tsariste. Une convention militaire est signée en 1892 et ratifiée en 1894. Toutes ses clauses doivent être tenues secrètes. Cette alliance, quelque peu contre-nature, a été provoquée par le ressentiment russe envers l'attitude allemande dans les questions balkaniques et, en grande partie, par le désir de faire financer par l'épargne française (les fameux emprunts russes), les vastes besoins de modernisation et d'industrialisation de son énorme territoire.

« Si la France est attaquée par l'Allemagne ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie s'engage à employer toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne.

Si la Russie est attaquée par l'Allemagne ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne.

[...] Les forces disponibles qui doivent être employées contre l'Allemagne seront, du côté de la France, de 1 300 000 hommes, du côté de la Russie, de 700 000 à 800 000 hommes.

Ces forces s'engageront à fond, en toute diligence, de manière que l'Allemagne ait à lutter, à la fois, à l'Est et à l'Ouest. »⁶



Carte postale expédiée depuis Paris en septembre 1901

L'allégorie représentée sur cette carte postale expédiée depuis Paris en septembre 1901 évoque la revue militaire qui a rassemblé 140 000 soldats français dans la plaine de Bétheny près de Reims le 21 septembre 1901, en présence du tsar Nicolas II et du président de la République Émile Loubet. Les deux orphelines, en arrière-plan à gauche, semblent attendre la conséquence de l'alliance franco-russe, c'est-à-dire la guerre qui leur permettra de revenir dans le giron maternel.

L'Entente cordiale

La rivalité franco-anglaise est multiséculaire. Pour les Français de 1890, Jeanne d'Arc est encore proche et les coalitions menées par le Royaume-Uni contre la France, de 1793 à 1815, sont dans toutes les mémoires. La course aux colonies conduit à un incident grave en 1898 (Fachoda) qui oblige la France à reculer face au Royaume-Uni en Afrique. Les relations en ce début du XX^e siècle entre le Royaume-Uni, où règne Victoria depuis 63 ans, et la République française, où l'instabilité parlementaire est la règle depuis 25 ans, sont détestables.

Cependant, la France a besoin d'un allié à l'ouest et, malgré l'anglophobie ambiante, se rapproche du Royaume-Uni, ébranlé par la guerre des Boers. Les deux rivaux enterrent leurs antagonismes en 1904 par une série d'accords discrets qui seront popularisés sous le nom d'*Entente cordiale*.

En 1903, le roi Edouard VII se rend en France. D'abord conspué aux cris de « Fachoda ! », il séduit en quelques jours l'opinion française par son tact et sa bonhomie. Cette visite prépare les accords de 1904.

En 1905, ainsi que l'a immortalisé le supplément illustré du *Petit Journal*, le roi Edouard VII reçoit sur son yacht l'amiral français Caillaud.

« L'accord intervenu entre la France et l'Angleterre avait besoin, pour être utilement complété, de ces manifestations mutuelles, de ces visites cordiales dans lesquelles les peuples prennent plus étroitement contact. De tels rapports de cordialité réciproque font tomber les préjugés et les malentendus... »⁷



Le Petit Journal. Supplément illustré, 20 août 1905

⁷ *Le Petit Journal. Supplément illustré, n°770 (20 août 1905), p. 2.*

Vivre et mourir pour sa nation

Le nationalisme conduit à l'exaltation de la nation à laquelle on appartient, à la conviction de sa supériorité. Si l'individu doit donner sa vie à cette nation, alors la guerre devient légitime pour résoudre tous les problèmes que cette nation-mère, cette nation-nourricière, peut connaître.



« Ecoutez, écoutez bien les chiens aboyer ! »

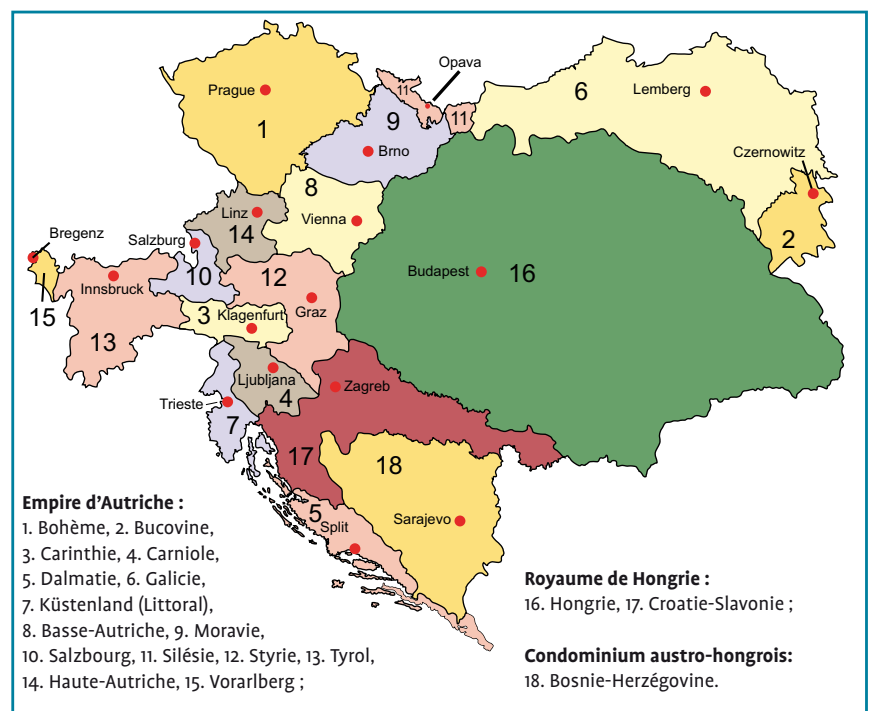
Ce nationalisme aboutit ainsi à des intérêts nationaux qui opposent les nations comme le montre la lithographie anglaise ci-dessus, datant de 1914, qui illustre notamment le fameux « rouleau compresseur russe » sur lequel les Français comptent en cas de conflit.

L'Empire d'Autriche-Hongrie

Au début du XIX^e siècle, l'Empire des Habsbourg est le type même d'un État plurinational. En 1867, un compromis est trouvé avec les Hongrois qui auront une autonomie et une égalité dans l'Empire d'Autriche-Hongrie. La politique austro-hongroise, tout au long du XIX^e siècle, sera d'accroître son territoire et son influence dans les Balkans.

Les Autrichiens et les Hongrois représentent respectivement 23% et 19% de la population de cette monarchie danubienne. Tous les peuples que la double monarchie domine veulent, en vain, davantage d'autonomie ; aussi, certains, comme Lénine, la surnommeront la *prison des peuples*.

La structure bicéphale de l'Empire aboutit en effet à des situations absurdes : les Tchèques sont gouvernés en allemand depuis Vienne et leurs « frères ethniques » slovaques le sont en hongrois depuis Budapest.



Carte de l'empire d'Autriche-Hongrie au début du XX^e siècle



Le Petit Journal. Supplément illustré, 18 octobre 1908

Entente, accords et alliances

À partir de 1879, une alliance – en principe seulement défensive – est conclue entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. L'Italie rejoint peu à peu cette Duplice en 1882 : dès lors, ce sera la Triple Alliance.

L'Autriche-Hongrie compte sur l'Allemagne pour s'opposer à l'expansionnisme russe dans les Balkans, tandis que l'Italie compte sur l'Autriche pour l'appuyer dans ses revendications coloniales.

Quant à l'Allemagne, elle a besoin d'alliés dans la perspective voulue d'une guerre contre la France ou la Russie.

En 1907, un accord de partage d'influence en Asie est signé entre le Royaume-Uni et la Russie.

Il y a donc l'alliance franco-russe de 1892, l'Entente cordiale franco-anglaise de 1904 et cet accord anglo-russe de 1907.

Au Traité de Berlin de 1878, la Bosnie-Herzégovine a été confiée à l'Empire austro-hongrois censé l'administrer à ses frais pour le compte de l'Empire ottoman. En 1908, profitant de la déliquescence de l'Empire ottoman et de celle de l'Empire russe (défait par le Japon en 1905 et perturbé gravement par la révolution cette même année), Vienne proclame unilatéralement l'annexion d'un territoire administré à grands frais depuis 30 ans.

L'empire annexe donc la Bosnie. Dès lors, il mécontente les Bosniaques, mais aussi les Serbes qui rêvaient de constituer un royaume rassemblant tous les Slaves du sud, c'est-à-dire une *yugo-slavie*. C'est aussi une gifle pour les Russes pour qui les Balkans sont une zone d'influence prioritaire.

Cette hostilité serbe provient notamment du remplacement violent, en 1903 de la dynastie pro-autrichienne des Obrenovic par celle pro-russe et pro-française des Karadordevic.

À partir de 1827, l'Empire ottoman, « l'homme malade de l'Europe » (selon la formule du tsar Nicolas I^{er}), perd peu à peu ses territoires européens : la Grèce, la Roumanie, la Serbie puis la Bulgarie deviennent indépendantes après plus de quatre siècles de domination turque.

En 1908, la Bulgarie, soutenue par la Russie, devient définitivement indépendante des Turcs, tandis que l'Autriche annexe la Bosnie (Sarajevo) et l'Herzégovine (Mostar), des territoires peuplés quasi exclusivement de slaves, orthodoxes ou musulmans.

Ces trois derniers pays ne sont donc pas alliés militairement de façon solidaire, ni en cas d'attaque ni même en cas d'agression. Mais ces alliances doubles conduisent à parler a posteriori d'une Triple Entente entre des pays qui ont des intérêts communs, voire des adversaires communs.



Carte des des accords, ententes et des alliances en 1914

L'attentat de Sarajevo

En 1914, l'empereur François-Joseph règne sur l'empire d'Autriche-Hongrie depuis 66 ans. Son fils unique, Rodolphe, s'est suicidé en 1889. Son neveu, François-Ferdinand, attend la succession au trône.

Slavophile, ce dernier est partisan d'un empire trialiste où Autrichiens, Hongrois et Slaves seraient sur un pied d'égalité. En juin 1914, il se rend en Bosnie pour affirmer l'intérêt qu'il porte à la Bosnie et aux populations slaves.

Le 28 juin, à Sarajevo, il est assassiné par le jeune Gavrilo Princip.

Gavrilo est un jeune bosniaque serbe de 19 ans. Il appartient à l'organisation nationaliste *Jeune Bosnie* qui veut libérer la Bosnie de la domination autrichienne.

La Main noire, une organisation terroriste serbe, n'est pas directement responsable de cet attentat, bien qu'on lui en ait souvent fait porter la responsabilité. En revanche, certains milieux des services du Renseignement serbe ont trempé dans la préparation de l'attentat.

Un des conspirateurs aurait dit, lors de son procès : « Mon corps flamboyant sera une torche pour éclairer mon peuple sur son chemin vers la liberté. »⁸



Petit journal. Supplément illustré, 12 juillet 1914, page 8

⁸ « Le témoignage de Borjove Jevtic sur l'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914 », Version anglaise de la déposition de Borjove Jevtic, in ÉDITIONS ANOVI, Site Anovi consacré à la première guerre mondiale et à son époque (1902-1932), [en ligne], <http://grande-guerre.org/?p=1075> (Page consultée le 30/05/2014).



Le déchaînement

« La tragédie de Sarajevo ne conduira pas à des complications ultérieures. »⁹

Rien n'est donc inscrit par nature du fait de l'attentat. S'il plonge l'Europe, puis la quasi-totalité de la planète, dans une folie guerrière, ce n'est donc pas parce qu'un jeune homme a assassiné un futur empereur, mais parce que cette guerre est le résultat de rivalités et d'aspirations séculaires.

Plus encore que l'Autriche, l'Allemagne veut la guerre et s'y prépare dès le 16 juillet. Celle-ci pousse l'Autriche à poser un ultimatum à la Serbie, assorti de conditions volontairement inacceptables, le 23 juillet.

Cet ultimatum vexatoire est accepté par la Serbie, à l'exception de la présence d'enquêteurs et de policiers autrichiens à Belgrade. L'Autriche lui déclare la guerre le 28 juillet. La Russie commence alors à mobiliser son immense armée à partir du 29 juillet puis le tsar déclare la mobilisation générale le 31.

La France a préparé sa mobilisation à partir du 25 juillet. Du fait des mobilisations française et russe, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1^{er} août et à la France le 3. Le 4, les troupes allemandes pénètrent en Belgique sous prétexte que la France va envahir ce pays neutre pour mieux l'attaquer.

Le Royaume-Uni, encore quelque peu hésitant, déclare la guerre à l'Allemagne dès qu'il apprend que la neutralité belge a été violée.

L'Autriche-Hongrie, à la fois fidèle à son alliance avec l'Allemagne et satisfaite de pouvoir profiter de l'occasion pour ruiner l'influence russe dans les Balkans, déclare la guerre à l'Empire russe le 6 août.

L'Italie, pourtant alliée aux empires allemand et autrichien, considère que les circonstances ne l'obligent en aucune manière à entrer en guerre contre les pays de l'Entente car la Triple ne prévoit aucune action italienne si ce sont ses partenaires qui sont les agresseurs.

À l'automne 1914, l'Empire ottoman entre en guerre aux côtés des Allemands et des Autrichiens, suivi par la Bulgarie en 1915.

Le Japon en 1914, l'Italie en 1915, la Grèce en 1917, la Roumanie en 1916, le Portugal en 1917 et surtout les États-Unis cette même année entrent en guerre aux côtés du Royaume-Uni et de la France.

⁹ Déclaration de sir Arthur Nicholson, du Foreign Office, à Buchanan, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, cité par MIQUEL Pierre, *La Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1993, p. 58.



Contexte et origines de la Première Guerre mondiale : en conclusion

La plupart des pays du XIX^e siècle sont impérialistes, c'est-à-dire qu'ils veulent accroître leur puissance, obtenir des territoires supplémentaires ou des colonies et élargir leur zone d'influence. Certains veulent, en outre, récupérer des territoires perdus. Les zones de tension sont nombreuses, en Europe, mais aussi dans le reste du monde.

Au XIX^e siècle, l'Empire ottoman, cet "homme malade de l'Europe", se disloque. Ce qu'il en reste au début du XX^e siècle suscite la convoitise des grands pays européens et des États balkaniques. Sur ses décombres, de nouveaux États sont apparus : la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie.

Mais au début du XX^e siècle, ces nouveaux États s'entredéchirent dans de nombreuses guerres « balkaniques ». En outre, ces petits pays sont alliés à de grandes puissances (par exemple, la Serbie à la Russie). Cette poudrière des Balkans est donc aussi la « poudrière de l'Europe ».

Ainsi, la Bosnie-Herzégovine constitue une zone de crispation importante. La Serbie veut constituer un grand royaume réunissant tous les Slaves du sud. Rival de l'Autriche-Hongrie, l'Empire russe soutient les Serbes dans cette revendication.

Cet empire autocratique veut contrôler les détroits (Istanbul, le Bosphore et les Dardanelles). Pour sa marine de guerre, c'est le seul passage de la mer Noire vers la Méditerranée. La disparition de l'Empire ottoman est donc un but de guerre.

Les Français veulent récupérer l'Alsace et la Lorraine que les Allemands ont conquises à la suite de la guerre de 1870.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne se disputent la suprématie des mers. Le Kaiser ordonne la construction d'une grande flotte de guerre, capable de rivaliser avec la Navy afin, à terme, d'acquérir par la force des colonies : « Qui domine la mer, domine la terre. »

L'Italie veut agrandir son territoire afin que l'Adriatique devienne une *mare nostrum*. Bien qu'alliée dans la Triple Alliance, ses revendications sur la côte dalmate, possession de l'Autriche-Hongrie, sont récurrentes. D'autre part, comme l'Allemagne, elle a fort peu de colonies et attend le bon moment pour en acquérir.

L'Empire d'Autriche-Hongrie est un énorme État plurinational et les peuples qui le composent attendent le moment opportun pour accéder à l'indépendance, les Tchèques et la population roumaine de Transylvanie.

Au XVIII^e siècle, la Pologne a été partagée entre l'Empire d'Autriche, l'Empire russe et le Royaume de Prusse : les Polonais veulent se retrouver dans un État indépendant qui les rassemblerait tous.

Le Japon veut avoir accès aux ressources naturelles du sud-est asiatique et de la Chine.

La Chine veut récupérer les parties de territoires qui ont été colonisées par les Allemands.

L'idéal dominant des politiques du XIX^e siècle n'est donc pas celui de la paix. Les fondamentaux sont la puissance militaire, le patriotisme, l'expansion territoriale et la revanche.

Le décor de la pièce est planté : les acteurs sont prêts et les motifs sont puissants. L'alexandrin a été déclamé entre 1815 et 1914. Il ne reste donc que les trois coups de la tragédie classique à frapper. Ils le seront entre le 28 juin et le 4 août 1914. Mais le classicisme est mort et rien ne sera réglé en trois temps comme tous l'entendaient. La pièce est d'un genre nouveau : une guerre mondiale, totale et de 1 600 jours.

Contexte et origines de la Première Guerre mondiale

Bibliographie

- Université de Perpignan, *Site de la Digithèque de matériaux juridiques et politiques*, [en ligne], <http://mjp.univ-perp.fr/constit/be1839.htm> (Page consultée le 30/05/2014).
- Demoulin Robert, *La Révolution de 1830*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1950.
- Éditions Anovi, *Site Anovi consacré à la Première Guerre mondiale et à son époque (1902-1932)*, [en ligne], <http://grande-guerre.org/?p=1075> (Page consultée le 30/05/2014).
- *Exposition de dessins satiriques de l'époque de la Révolution de 1830*, Bruxelles, Chambre des Représentants, 2005.
- France. Ministère des Affaires étrangères, *L'alliance franco-russe : origines de l'alliance, 1890-1893, convention militaire, 1892-1899, et convention navale*, 1912, Paris, Imprimerie nationale, 1918. (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5613341m>).
- *Le Petit Journal. Supplément illustré*, n° 1096 (19 novembre 1911) (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7169830>)
- *Le Petit Journal. Supplément illustré*, n° 770 (20 août 1905) (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k716657j>)
- Miquel Pierre, *La Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1993.

Iconographie

DELACROIX Eugène, « La Liberté guidant le peuple », peinture, L'Histoire par l'image, 1831 © Photo RMN-Grand Palais — H. Lewandowski (<http://www.histoire-image.org/site/oeuvre/analyse.php?i=234>) / DAUMIER Honoré, « La Conférence de Londres », dessin, Honoré Daumier. His life and work, 1832 (http://www.daumier.org/fileadmin/daumier_caricatures/exhibitions/ANIMALS/html/o.htm) / « Les marchandages », dessin de *L'assiette au beurre*, Gallica, 06/1908 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1050048c/f3.image>) / Une du *Petit Journal. Supplément illustré*, Gallica, 19/11/1911 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7169830>) / WEERTS Jean-Joseph, « France !! ou l'Alsace et la Lorraine désespérées », peinture, L'Histoire par l'image, 1906, © Musée Lorrain, Nancy — P. Mignot (<http://www.histoire-image.org/site/oeuvre/analyse.php?i=87>) / Une du *Petit Journal. Supplément illustré*, Gallica, 12/09/1897 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k716243f>) / LOUBET Émile, « Reims. Septembre 1901 », carte postale, Centre national de Documentation pédagogique de Champagne-Ardenne, s.d. (http://www.cndp.fr/crdp-reims/memoire/lieux/1GM_CA/cimetieres/russes/saint_hilaire.htm) / Une du *Petit Journal. Supplément illustré*, Gallica, 20/8/1905 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k716657j>) / JOHNSON, RIDDLE & CO., « Hark Hark the dogs do bark! », carte, Barry Lawrence Ruderman Antique Maps Inc., 1914 (http://www.raremaps.com/gallery/detail/19907/Hark_Hark_The_Dogs_Do_Bark_With_Note_By_Walter_Emanuel/Johnson,%20Riddle%20&%20Co..html) / IMEOWBOT, « L'Empire austro-hongrois », carte, Wikimedia Commons, 20/02/2009 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Austria-Hungary_map_new.svg) / Une du *Petit Journal. Supplément illustré*, Gallica, 18/10/1908 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7168227>) / HISTORICAIR, « Les alliances militaires en Europe en 1914 », carte, Wikimedia Commons, 31/10/2006, licence CC BY-SA 3.0 (http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Map_Europe_alliances_1914-fr.svg) / Page 8 du *Petit Journal. Supplément illustré*, Gallica, 12/07/1914 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k717120k/f8.image>)